

OXI 2015-2005 NON

A une très large majorité, les citoyens grecs auxquels, il y a quelques années, SARKOZY et MERKEL refusaient qu'ils se prononçassent par referendum sur l'avenir de leur choix, ont décidé, le 5 juillet 2015, et par referendum n'en déplaise aux contempteurs de ce mode d'expression civique, que cet avenir c'était à leurs élus de le construire et non aux bureaucrates et aux dirigeants politiques de l'Union Européenne inféodé-e-s, elle et eux, au capitalisme. Les Grecs ne sont pas nés démocratiquement de la dernière averse, et même si un Grec contemporain d'Alexis TSIPRAS n'a pas grand-chose en commun avec un Grec qui combattit à Salamine (480 av. JC), les deux millénaires et demi d'histoire qui les séparent en font pourtant des frères d'armes et de citoyenneté.

En 2005, les citoyens français avaient, par un NON lui aussi largement majoritaire, dit qu'ils refusaient l'Union Européenne néo-libérale que le Projet de Traité Constitutionnel proposait. Qu'arriva-t-il ? En dépit de ce NON incontestable, CHIRAC, Président de la République Française, et, chacun dans leur parti, ses futurs successeurs, SARKOZY et HOLLANDE, firent la sourde oreille et validèrent chacun à son temps et selon sa manière ce que les Français avaient invalidé !

Gouverner, c'est prévoir, prétend l'adage populaire ... Voici que dix ans après cette faute politique contre la république et contre la démocratie, les citoyens disent NON une nouvelle fois à une politique générée par le libéralisme. Et quelle politique ! Celle de l'inversion du développement prétendument durable ! Celle de la paupérisation des salariés et de la régression du bien être social !

Madame MERKEL, née en RDA, oublierait-elle que l'Allemagne de 1945, atrocement nazifiée et mutilée par le choix aberrant et historique que sa patrie avait fait en 1933, laissait au-delà de ses propres décombres des peuples saignés à blanc dont le plus martyrisé était celui de la Grèce ? Plus que la Pologne, plus que l'URSS, plus que l'Allemagne elle-même, c'est la Grèce qui fut la première victime du fascisme et de l'hitlérisme qui lui coûtèrent 11 % de sa population. Soixante dix ans après le constat du crime, quel prix a payé la nation criminelle ?

Rien.

L'Allemagne exsangue de 1945 fut épargnée à ce moment-là pour ne pas renouveler les erreurs du Traité de Versailles : on ferait les comptes plus tard. Puis, dans la foulée, ce fut la division territoriale et politique du pays : la RFA et la RDA (qui a largement payé, elle, son tribut de vaincue à l'URSS). On présenterait la note lors de la réunification hypothétique des deux Allemagnes. Laquelle survint grâce à la chute du mur de Berlin en 1989 ... Mais la réunification coûta si cher, paraît-il, à l'ex-RFA que la présentation de l'addition fut encore ajournée ...

Plutôt que de stigmatiser à longueur de temps les erreurs de gestion qu'a commises la Grèce ballotée de régimes pseudo-démocratiques en dictatures dans l'après guerre, erreurs qu'un véritable pouvoir démocratique se doit de rectifier et d'éradiquer, l'Allemagne réunifiée merkelienne pourrait enfin mettre la main à la poche.

Angela défend avec âpreté le devoir de rembourser la dette souveraine que les Etats ont souscrite auprès des banques privées lesquelles, dès qu'elles sont en difficulté, tendent leur sébile vers les contribuables de l'Union Européenne ... Serait-ce que Madame MERKEL et ses suiveurs ont quelque intérêt particulier à abonder les caisses des banques privées ?

Il serait bon qu'un moratoire soit institué sur toutes ces dettes souveraines, à commencer par celle de la Grèce et celle de la France ; qu'un audit sérieux et honnête soit opéré sur ces dettes pour déterminer celles qui sont liées à des investissements et dépenses utiles à l'intérêt des peuples et qui seules doivent être consolidées et remboursées. Quant aux dettes toxiques et nocives, elles doivent être totalement récusées et leurs créanciers mis en

demeure d'expliquer les raisons de leurs créances nauséabondes afin qu'ils soient dûment châtiés.

Le SNCA e.i.L. Convergence applaudit au succès d'OXI et considère qu'il est de la part du peuple grec une cinglante et bienvenue réponse au déni de démocratie dont les citoyens français, et avec eux tous les peuples de l'Union Européenne, ont été victimes en 2005.

Capitalismus delendus est.